

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 décembre 2003 fixant la valeur limite et la valeur guide pour les résidus de nitrates, en exécution de l'article 13bis, § 1<sup>er</sup>, et les conditions d'octroi d'une dérogation aux normes de fertilisation et aux conditions de fertilisation dans les zones vulnérables, en exécution de l'article 15, §§ 8 et 9 et de l'article 17 du décret du 23 janvier 1991 relatif à la protection de l'environnement contre la pollution due aux engrais

Bruxelles, le 19 décembre 2003

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
B. SOMERS

Le Ministre flamand de l'Environnement, de l'Agriculture et de la Coopération au Développement,  
L. SANNEN

---

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 856 (2004 — 316)

[C — 2004/35387]

**5 DECEMBER 2003. — Besluit van de Vlaamse regering betreffende ICT-coördinatie in het onderwijs**  
**Erratum**

*Belgisch Staatsblad* van 29 januari 2004, editie 2.

Op bladzijde 5591, 5592 (bovenaan) staan bij artikel 6, 2°, b) van het genoemde besluit : "als een betrekking in een ambt van het onderwijzend personeel wordt opgericht waarin een personeelslid wordt aangesteld dat recht heeft op een andere weddenschaal dan weddenschaal 501, dan worden de volgende punten in rekening gebracht :"

In de tabel die hierna is opgenomen staat bij de opschriften van de diverse kolommen vermeld : "Wsc. 501 in 20en", "Wsc. in 21en", "Wsc. in 22en", "Wsc. in 24en", "Wsc. 501 in 25en",

« Wsc. 501 in 29en" en "Wsc. in 30en".

De opschriften in de diverse kolommen moeten echter zijn : "Wsc. andere dan 501 in 20en", "Wsc. andere dan 501 in 21en", "Wsc. andere dan 501 in 22en", "Wsc. andere dan 501 in 24en", "Wsc. andere dan 501 in 25en", "Wsc. andere dan 501 in 29en" en "Wsc. andere dan 501 in 30en".

Ook in de Franse vertaling op blz. 5596 moeten de wijzigingen worden aangebracht.

---

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2004 — 856 (2004 — 316)

[C — 2004/35387]

**5 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif à la coordination TIC dans l'enseignement**  
**Erratum**

*Moniteur belge* du 29 janvier 2004, édition 2.

A la page 5596 figurent des colonnes sous l'article 6, 2°, b) de l'arrêté précité, rédigé comme suit : « s'il est créé un emploi dans une fonction du personnel enseignant, auquel est désigné un membre du personnel ayant droit à une échelle de traitement autre que l'échelle 501, les points suivants sont portés en compte : »

Dans le tableau figurant après cet extrait, les intitulés des diverses colonnes mentionnent : « Echelle 501 en 20èmes", "Echelle 501 en 21èmes", « Echelle 501 en 22èmes", "Echelle 501 en 24èmes", "Echelle 501 en 25èmes", « Echelle 501 en 29èmes" et "Echelle en 30èmes".

Les intitulés des diverses colonnes doivent pourtant être formulés comme suit : « Echelle autre que 501 en 20èmes », « Echelle autre que 501 en 21èmes », « Echelle autre que 501 en 22èmes », « Echelle autre que 501 en 24èmes », « Echelle autre que 501 en 25èmes », « Echelle autre que 501 en 29èmes », « Echelle autre que 501 en 30èmes ».

---

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 857

[2004/200650]

**18 DECEMBRE 2003. — Décret relatif aux conditions**  
**auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Objet et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

Le Gouvernement peut, aux conditions du présent décret et dans les limites budgétaires fixées annuellement, agréer l'entreprise d'insertion et lui octroyer des subventions.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « l'entreprise d'insertion » : la personne morale constituée sous la forme d'une société commerciale à finalité sociale au sens de l'article 661 du Code des sociétés, ayant comme but social l'insertion socioprofessionnelle de demandeurs d'emploi difficiles à placer en recourant à une activité productrice de biens ou de services;

2° « le demandeur d'emploi difficile à placer » : la personne qui, au moment de son engagement dans l'entreprise d'insertion, n'est pas titulaire d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé et qui est inscrite comme demandeur d'emploi auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, institué par le décret du Conseil régional wallon du 6 mai 1999, ci-après dénommé « l'Office ».

CHAPITRE II. — *De l'agrément**Section 1<sup>re</sup>. — Des conditions d'agrément*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Pour être agréée, l'entreprise d'insertion doit répondre aux conditions suivantes :

1° avoir au moins un siège principal d'activités, à savoir le lieu disposant de moyens humains affectés en permanence et où se déroulent des activités récurrentes en rapport avec l'objet social et le secteur d'activités de l'employeur, sur le territoire de la région de langue française, étant entendu que seule l'activité productrice de biens ou de services exercée sur le territoire de la région de langue française peut donner lieu aux subventions visées aux articles 8 à 10;

2° s'engager à compter, parmi les personnes occupées dans les liens d'un contrat de travail, des demandeurs d'emploi difficiles à placer visés à l'article 2, 2°, à concurrence d'au moins :

a) 20 % avec un minimum d'un équivalent temps plein au terme des douze mois qui suivent la notification de l'agrément;

b) 30 % avec un minimum d'un équivalent temps plein en moyenne annuelle durant les douze mois suivants;

c) 40 % avec un minimum d'un équivalent temps plein en moyenne annuelle durant les douze mois suivants;

d) 50 % avec un minimum d'un équivalent temps plein en moyenne annuelle durant les années suivantes;

3° ne pas se trouver en état de faillite;

4° ne pas compter, parmi ses administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager l'entreprise d'insertion, des personnes qui :

a) se sont vu interdire l'exercice de telles fonctions en vertu de la législation relative à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités;

b) pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, ont été tenues responsables des engagements ou des dettes d'une société tombée en faillite, en application des articles 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, et 530 du Code des sociétés;

c) ont été privées de leurs droits civils et politiques;

d) pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, ont été condamnées pour toute infraction commise en matière fiscale, sociale ou dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de l'activité de l'entreprise d'insertion;

5° ne pas être en infraction dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de son activité;

6° ne pas être redevable d'arriérés d'impôts, d'arriérés de cotisations à percevoir par l'Office national de Sécurité sociale ou par un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci, les sommes pour lesquelles existe un plan d'apurement dûment respecté n'étant pas considérées comme arriérés;

7° respecter les conventions collectives conclues au sein de la commission paritaire compétente et les obligations liées au statut de société à finalité sociale;

8° respecter une tension salariale modérée qui ne pourra excéder, en équivalent temps plein, un rapport de 1 à 4 entre les rémunérations salariales brutes les plus basses et les plus élevées, en ce compris les avantages légaux et extralégaux;

9° respecter la définition de la petite entreprise au sens du règlement (C.E.) n° 70/2001 de la Commission européenne du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité instituant la Communauté européenne aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises, à savoir :

a) occuper moins de cinquante personnes;

b) avoir soit un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas sept millions d'euros, soit un total du bilan annuel n'excédant pas cinq millions d'euros;

c) respecter le critère de l'indépendance, à savoir ne pas être détenue à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas aux critères énoncés aux points a) et b), ce seuil ne pouvant être dépassé que dans les deux cas suivants :

- si l'entreprise d'insertion est détenue par des sociétés publiques de participation, des sociétés de capital à risque ou des investisseurs institutionnels et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur l'entreprise;

- s'il résulte de la dispersion du capital qu'il est impossible de savoir qui le détient et que l'entreprise d'insertion déclare qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises qui excèdent les seuils visés aux points a) et b);

Le calcul des seuils d'effectifs et financiers s'opère par l'addition des données de l'entreprise et de toutes les entreprises dont elle détient directement ou indirectement 25 % ou plus du capital ou des droits de vote.

On entend par :

1° « les sociétés publiques de participation » : les sociétés publiques d'investissement, à savoir la Société nationale d'Investissement, la Société régionale d'Investissement de Wallonie, la « Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Vlaanderen », la Société régionale d'Investissement de Bruxelles-Capitale et leurs filiales;

2° « les sociétés de capital à risque » : les sociétés d'investissement qui mettent à la disposition d'entreprises des fonds investis sous forme de fonds propres ou quasi-fonds propres, et notamment sous la forme de participation ou d'emprunts subordonnés quel que soit le montant;

3° « les investisseurs institutionnels » : les banques, compagnies d'assurances et fonds de placement, à condition qu'ils ne détiennent pas plus de 49 % du capital social de l'entreprise d'insertion;

10° conclure une convention avec l'Office, afin d'assurer, le cas échéant, le suivi des formations professionnelles organisées par l'entreprise d'insertion à destination des travailleurs visés à l'article 2, 2°, en collaboration s'il y a lieu avec l'accompagnateur social visé à l'article 10.

§ 2. Le Gouvernement peut, sur demande dûment motivée de l'entreprise d'insertion et après avis de la Commission visée à l'article 4, déroger pour des raisons économiques ou sociales à l'obligation visée au 2° du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

Le Gouvernement peut adapter les critères visés au 9° du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article pour assurer la conformité du présent décret à l'article 87 du traité instituant la Communauté européenne.

#### Section 2. — De la Commission d'agrément

**Art. 4.** Il est institué, auprès du Ministère de la Région wallonne, une Commission d'agrément des entreprises d'insertion, ci-après dénommée « la Commission ».

La Commission est chargée de :

1° remettre d'initiative ou sur demande tout avis sur l'exécution du présent décret et sur toute question relative aux entreprises d'insertion;

2° rendre un avis motivé sur l'octroi, le renouvellement, la suspension ou le retrait de l'agrément selon les modalités définies par le Gouvernement.

**Art. 5.** La Commission est composée :

1° d'un président représentant le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions;

2° de quatre membres et de quatre suppléants représentant le Gouvernement, dont un membre et un suppléant représentant le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions;

3° de deux membres et de deux suppléants représentant les organisations représentatives des travailleurs;

4° de deux membres et de deux suppléants représentant les organisations représentatives des employeurs;

5° d'un membre et d'un suppléant représentant l'a.s.b.l. Union des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, Fédération des C.P.A.S. de Wallonie;

6° de deux membres et de deux suppléants représentant les entreprises d'insertion agréées;

7° d'un membre et d'un suppléant représentant l'Office;

8° d'un membre et d'un suppléant représentant l'Agence Fonds social européen, instituée par l'accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création de l'Agence Fonds social européen du 2 septembre 1998;

9° d'un membre et d'un suppléant représentant le Conseil économique et social de la Région wallonne, institué par le décret du Conseil régional wallon du 25 mai 1983;

10° d'un membre et d'un suppléant représentant l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, instituée par le décret du Conseil régional wallon du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

11° d'un représentant et d'un suppléant de la Division de l'emploi et de la formation professionnelle de la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne, assurant le secrétariat de la Commission.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement nomme le président et les autres membres de la Commission sur proposition de leurs mandants.

Les membres sont nommés pour une période de quatre ans. Leur mandat est renouvelable et se poursuit jusqu'à son renouvellement.

Il prend fin :

1° en cas de démission;

2° lorsque le mandant qui a proposé un membre demande son remplacement;

3° lorsqu'un membre perd la qualité qui justifiait son mandat;

4° lorsqu'un membre n'a pu être présent au moins à la moitié des réunions au cours d'une année civile écoulée.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant la date normale d'expiration est remplacé par son suppléant qui achève le mandat. Dans ce cas, un nouveau suppléant est désigné.

§ 2. Seuls les membres visés à l'article 5, 1° à 6°, ont voix délibérative, excepté ceux visés à l'article 5, 6°, lors des avis rendus sur l'octroi, le renouvellement, la suspension ou le retrait de l'agrément.

§ 3. La Commission se réunit au minimum six fois par an sur convocation de son président.

Elle arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

*Section 3. — De l'octroi, du renouvellement, de la suspension et du retrait de l'agrément*

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** L'agrément est accordé pour une durée de deux ans. Il peut être renouvelé pour un terme de deux ans. À l'expiration de cette seconde période de deux ans, l'agrément peut être octroyé pour des durées renouvelables de quatre ans.

Lorsqu'une entreprise d'insertion cesse de satisfaire à l'une des conditions énoncées à l'article 3, l'agrément peut être suspendu ou retiré.

§ 2. Le Gouvernement détermine la procédure d'octroi, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément, ainsi qu'une procédure de recours.

§ 3. La décision d'octroi et de renouvellement de l'agrément doit être prise au plus tard dans un délai de quatre mois à dater de l'introduction du dossier complet, la date de la poste faisant foi. L'écoulement de ce délai est suspendu du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août de chaque année. En cas d'absence de décision dans les délais, la décision est réputée favorable.

Le Gouvernement statue dans un délai de deux mois à dater de l'introduction du recours prévu au paragraphe 2. En cas d'absence de décision du Gouvernement dans les délais, la décision est réputée favorable.

**CHAPITRE III. — Des subventions**

**Art. 8.** Une subvention est octroyée à l'entreprise d'insertion agréée et est destinée, notamment, à couvrir partiellement la rémunération du chef d'entreprise ainsi que, si nécessaire, sa formation à la gestion en économie sociale.

L'entreprise d'insertion bénéficie de cette subvention de manière dégressive durant les trois années qui suivent la date d'agrément.

Elle est fixée à 20.000 euros la première année, à 13.500 euros la deuxième année et à 7.000 euros la troisième année.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Une subvention est octroyée à l'entreprise d'insertion agréée pour l'engagement de chaque travailleur considéré comme demandeur d'emploi difficile à placer au sens de l'article 2, 2<sup>o</sup>.

La subvention est fixée, par travailleur occupé à temps plein, à 5.000 euros durant la première année d'occupation, à 3.750 euros durant la deuxième année d'occupation, à 2.500 euros durant la troisième année d'occupation et à 1.250 euros durant la quatrième année d'occupation.

Ces montants sont octroyés au prorata du régime de travail appliqué en cas d'occupation à temps partiel.

Les aides octroyées aux entreprises d'insertion pour l'engagement d'un travailleur, cumulées avec toutes les autres formes d'aides ou de réductions de charges en vigueur, ne peuvent jamais dépasser le montant du coût salarial brut de ce travailleur et des charges y afférentes.

§ 2. Pour chaque travailleur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 1<sup>er</sup> engagé après la date d'octroi de l'agrément, l'entreprise bénéficie de la subvention de manière dégressive durant les quatre années qui suivent la date de son engagement, pour autant que la subvention n'ait pas été octroyée complètement lors d'un engagement précédent de ce travailleur au bénéfice de cette entreprise ou d'une autre entreprise agréée en vertu du présent décret.

Dans le cas où la subvention n'a pas été octroyée complètement à une entreprise d'insertion lors d'un engagement précédent de ce travailleur, la durée de l'octroi de la subvention à l'entreprise d'insertion qui l'engage est diminuée du temps d'occupation du travailleur lors de son engagement précédent au sein d'une entreprise d'insertion, hormis dans les cas visés à l'article 9, § 4, 3<sup>o</sup>.

§ 3. Pour chaque travailleur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 1<sup>er</sup> engagé avant la date d'octroi de l'agrément, l'entreprise d'insertion bénéficie de la subvention visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, de manière dégressive, durant la période qui s'étend de la date d'agrément jusqu'au terme des quatre années qui suivent la date de son engagement.

§ 4. Lorsqu'un travailleur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 1<sup>er</sup> est, avant l'expiration de sa période de quatre ans, remplacé par un autre travailleur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 1<sup>er</sup>, la subvention n'est due que pendant la période restant à courir, sauf lorsque le départ du premier travailleur a lieu dans les cas suivants :

1<sup>o</sup> l'admission à la pension;

2<sup>o</sup> le départ volontaire;

3<sup>o</sup> le licenciement pour cause déterminée acceptée par le Gouvernement sur avis de la Commission;

4<sup>o</sup> l'incapacité permanente de travail l'empêchant définitivement de reprendre le travail convenu.

§ 5. Pour pouvoir bénéficier de cette subvention, l'entreprise d'insertion est tenue de maintenir l'effectif du personnel par rapport à un effectif de référence.

Le Gouvernement détermine ce qu'il faut entendre par maintien de l'effectif et par effectif de référence.

**Art. 10. § 1<sup>er</sup>.** Une subvention de 33.000 euros par équivalent temps plein sur une base annuelle est octroyée à l'entreprise d'insertion agréée en vue d'engager un ou plusieurs accompagnateurs sociaux chargés d'assurer le suivi social principalement des travailleurs visés au paragraphe 2 et accessoirement de ceux visés à l'article 2, 2<sup>o</sup>; le suivi social peut comprendre l'accompagnement de travailleurs désirant s'intégrer au marché traditionnel du travail.

§ 2. L'octroi d'accompagnateurs sociaux subsidiés est déterminé suivant le nombre de travailleurs :

1<sup>o</sup> qui, au moment de leur engagement dans l'entreprise d'insertion, sont inscrits depuis au moins douze mois comme demandeurs d'emploi auprès de l'Office, ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur, n'ont pas bénéficié au cours des douze derniers mois d'un enseignement de plein exercice ni travaillé plus de cent cinquante heures comme salariés ou plus d'un trimestre comme travailleurs indépendants et pour lesquels l'entreprise d'insertion bénéficie de l'octroi d'une subvention conformément à l'article 9;

2<sup>o</sup> qui, au moment de leur engagement dans l'entreprise d'insertion, sont inscrits comme demandeurs d'emploi auprès de l'Office, bénéficient du revenu d'intégration sociale conformément à la loi concernant le droit à l'intégration sociale du 26 mai 2002, ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé et pour lesquels l'entreprise d'insertion bénéficie de l'octroi d'une subvention conformément à l'article 9.

§ 3. L'entreprise d'insertion qui compte de trois à cinq travailleurs en équivalents temps plein visés au paragraphe 2 bénéficie d'une subvention pour engager un accompagnateur social à mi-temps.

L'entreprise d'insertion qui compte de six à dix travailleurs en équivalents temps plein visés au paragraphe 2 bénéficie d'une subvention pour engager un accompagnateur social à temps plein.

L'entreprise d'insertion qui compte de onze à quinze travailleurs en équivalents temps plein visés au paragraphe 2 bénéficie d'une subvention pour engager un accompagnateur social à temps plein et un à mi-temps.

L'entreprise d'insertion qui compte au moins seize travailleurs en équivalents temps plein visés au paragraphe 2 bénéficie d'une subvention pour engager deux accompagnateurs sociaux à temps plein.

§ 4. Pour bénéficier de la subvention, l'accompagnateur social doit, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, disposer d'un diplôme ou d'une expérience utile lui permettant d'assurer la mission dévolue au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 11.** Le Gouvernement détermine les modalités de liquidation des subventions visées aux articles 8 à 10.

Ces subventions sont indexées annuellement en multipliant leur montant par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année antérieure.

Dès l'information par l'entreprise d'insertion à l'administration de l'engagement d'un travailleur relevant de l'article 2, 2<sup>o</sup>, l'administration communique à l'entreprise un tableau récapitulatif des subventions auxquelles elle pourrait avoir droit.

#### CHAPITRE IV. — *Du contrôle*

**Art. 12.** L'entreprise d'insertion agréée est tenue de remettre chaque année, au plus tard à la fin de l'année qui suit l'activité rapportée, à la Division de l'emploi et de la formation professionnelle de la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne, ainsi qu'à la Commission visée à l'article 4, un rapport comportant notamment :

- 1<sup>o</sup> le bilan des activités;
- 2<sup>o</sup> les modalités d'encadrement, d'insertion et de formation professionnelle des demandeurs d'emploi difficiles à placer visés à l'article 2, 2<sup>o</sup>, et les moyens qui y ont été affectés;
- 3<sup>o</sup> les justificatifs des efforts fournis par le chef d'entreprise afin de compléter sa formation;
- 4<sup>o</sup> quel que soit le nombre de travailleurs occupés, le bilan social et les comptes annuels de l'entreprise d'insertion;
- 5<sup>o</sup> la description des tâches effectuées par l'accompagnateur social, y compris la preuve de l'adéquation entre ces tâches et la mission dévolue en vertu de l'article 10.

**Art. 13.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi est complété comme suit :

« 12<sup>o</sup> le décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées. »

#### CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 14.** Le décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées est abrogé pour ce qui concerne le territoire de la région de langue française.

**Art. 15.** Les entreprises d'insertion agréées en vertu du décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées sont considérées comme agréées suivant les conditions du présent décret.

Le calcul pour le renouvellement de l'agrément visé à l'article 7 ou le calcul de la subvention visée à l'article 8 se fait à partir de la date de l'agrément obtenu conformément au décret du 16 juillet 1998 précité.

**Art. 16.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 décembre 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2002-2003.*

*Documents du Conseil 527 (2002-2003) N<sup>os</sup> 1 à 8.*

*Compte rendu intégral, séance publique du 18 décembre 2003.*

*Discussion - Vote.*

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 857

[2004/200650]

**18 DECEMBER 2003. — Decreet betreffende de voorwaarden  
waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Doel en begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Een invoegbedrijf kan door de Regering erkend en gesubsidieerd worden onder de voorwaarden van dit decreet en binnen de perken van de jaarlijks vastgelegde kredieten.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "invoegbedrijf" : rechtspersoon opgericht in de vorm van een handelsvennootschap met een sociaal oogmerk in de zin van artikel 661 van het Wetboek der vennootschappen, met als maatschappelijk doel de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces van moeilijk te plaatsen werkzoekenden d.m.v. een activiteit die goederen en diensten produceert;

2° "moeilijk te plaatsen werkzoekende" : persoon die bij zijn indienstneming door het invoegbedrijf niet houder is van een diploma van het hoger secundair onderwijs of van een daarmee gelijkgesteld diploma en die als werkzoekende ingeschreven is bij de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling), ingesteld bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 mei 1999, hierna "de Dienst" genoemd.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning**Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden*

**Art. 3. § 1.** Om erkend te worden moet het invoegbedrijf de volgende voorwaarden vervullen :

1° de hoofdzetel van de activiteiten, meer bepaald de plaats waar doorlopend menselijke hulpkrachten aangesteld worden en waar recurrente activiteiten i.v.m. het sociaal oogmerk en de activiteitensector van de werkgever uitgevoerd worden, is gevestigd op het grondgebied van het Franse taalgebied daar enkel de activiteiten die goederen en diensten produceren op het grondgebied van het Franse taalgebied het voorwerp kunnen zijn van de subsidies bedoeld in de artikelen 8 tot 10;

2° het verbindt zich ertoe onder de middels een arbeidscontract tewerkgestelde personen moeilijk te plaatsen werkzoekenden bedoeld in artikel 2, 2°, te tellen naar rato van minstens :

a) 20 %, met minimum één voltijds equivalent na afloop van de twaalf maanden die volgen op de kennisgeving van de erkenning;

b) 30 %, met een jaargemiddelde van minimum één voltijds equivalent gedurende de twaalf volgende maanden;

c) 40 %, met een jaargemiddelde van minimum één voltijds equivalent gedurende de twaalf volgende maanden;

d) 50% , met een jaargemiddelde van minimum één voltijds equivalent gedurende de volgende jaren;

3° zich niet in staat van faillissement bevinden;

4° onder zijn bestuurders, beheerders, mandatarissen of andere personen die machtiging hebben om het bedrijf te verbinden, geen personen tellen :

a) aan wie verbod tot uitoefening van dergelijke functies is opgelegd krachtens de wetgeving op het gerechtelijk verbod tot uitoefening van bepaalde functies, beroepen of activiteiten opgelegd aan sommige veroordeelden en faillietverklaarden;

b) die gedurende de periode van vijf jaar die voorafgaat aan het verzoek om erkenning of om hernieuwing van de erkenning verantwoordelijk zijn gehouden voor de verbintenissen of de schulden van een faillietverklaarde vennootschap, overeenkomstig de artikelen 229, 5), 265, 315, 456, 4°, en 530 van het Wetboek der vennootschappen;

c) wiens burgerlijke en politieke rechten zijn ontnomen;

d) die gedurende de periode van vijf jaar die voorafgaat aan het verzoek om erkenning of om hernieuwing van de erkenning veroordeeld werden voor elke overtreding begaan op fiscaal of sociaal vlak of op het gebied van de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening van de activiteit van het invoegbedrijf;

5° niet in overtreding zijn i.v.m. de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening van zijn activiteit;

6° geen achterstallige belastingen verschuldigd zijn, noch achterstallige bijdragen te innen door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of door een fonds voor bestaanszekerheid of voor rekening van dat fonds, waarbij de sommen waarvoor een behoorlijk in acht genomen aanzuiveringsplan bestaat niet als achterstallen worden beschouwd;

7° zich houden aan de collectieve overeenkomsten gesloten binnen de bevoegde paritaire commissie en voldoen aan de verplichtingen voortvloeiende uit het statuut van vennootschap met sociaal oogmerk;

8° een gematigde loondruk in acht nemen die in voltijds equivalent niet hoger mag zijn dan een verhouding 1 tot 4 tussen de laagste en de hoogste brutolonen, m.i.v. de wettelijke en extrawettelijke voordelen;

9° zich houden aan de definitie van kleine onderneming in de zin van de verordening (EG) nr. 70/2001 van de Europese Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap op de Staatssteun ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen, met name :

a) minder dan vijftig personen tewerkstellen;

b) hetzij een jaarmzet van hoogstens zeven miljoen euro, hetzij een totale jaarbalans van hoogstens vijf miljoen euro voorleggen;

c) het criterium zelfstandigheid in acht nemen, m.a.w. 25 % of meer van het kapitaal of de stemrechten mag niet in handen zijn van één bedrijf of van verschillende bedrijven gezamenlijk die niet voldoen aan de criteria opgesomd in a) en b), waarbij die drempel slechts in de volgende twee gevallen overschreden mag worden :

- als het invoegbedrijf in handen is van openbare participatievennootschappen, risicokapitaalvennootschappen of institutionele investeerders en op voorwaarde dat ze afzonderlijk of gezamenlijk geen enkele controle op het bedrijf voeren;

- als uit de verspreiding van het kapitaal blijkt dat het onmogelijk is te weten wie het in handen heeft en dat het invoegbedrijf verklaart wettig te mogen vermoeden dat het niet voor 25 % of meer in handen is van één bedrijf of van verschillende bedrijven gezamenlijk die de in a) en b) bedoelde drempels overschrijden.

De financiële en bestandsdrempels worden berekend door optelling van de gegevens van het bedrijf en van alle bedrijven waarvan ze rechtstreeks of onrechtstreeks 25 % of meer van het kapitaal of de stemrechten in handen heeft.

Er wordt verstaan onder :

1° "openbare participatievennootschappen" : de openbare investeringsmaatschappijen, met name de Nationale Investeringsmaatschappij, de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië), de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Vlaanderen, de Gewestelijke Investeringsmaatschappij van Brussel-Hoofdstad en hun dochtermaatschappijen;

2° "risicokapitaalvennootschappen" : de investeringsmaatschappijen die bedrijven fondsen ter beschikking stellen die geïnvesteerd worden in de vorm van eigen of nagenoeg eigen fondsen, o.a. in de vorm van participaties of ondergeschikte leningen, ongeacht het bedrag;

3° "institutionele investeerders" : de banken, verzekeringsmaatschappijen en beleggingsfondsen op voorwaarde dat ze niet meer dan 49 % van het maatschappelijk kapitaal van het invoegbedrijf in handen hebben;

10° een overeenkomst met de Dienst sluiten waarbij in voorkomend geval gezorgd zal worden voor de opvolging van de beroepsopleidingen georganiseerd door het invoegbedrijf voor de werknemers bedoeld in artikel 2, 2°, desnoods in samenwerking met de sociaal begeleider bedoeld in artikel 10.

§ 2. De Regering kan op behoorlijk gemotiveerd verzoek van het invoegbedrijf en na advies van de Commissie bedoeld in artikel 4 om sociale of economische redenen afwijken van de verplichting bedoeld in 2° van paragraaf 1 van dit artikel.

De criteria bedoeld in 9° van paragraaf 1 van dit artikel kunnen door de Regering aangepast worden opdat dit decreet zou kunnen voldoen aan artikel 87 van het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

#### *Afdeling 2. — Erkenningscommissie*

**Art. 4.** Er wordt binnen het Ministerie van het Waalse Gewest een Erkenningscommissie voor invoegbedrijven opgericht, hierna "de Commissie" genoemd.

De Commissie zal :

1° op eigen initiatief of op verzoek advies geven over de uitvoering van dit decreet en over elk vraagstuk i.v.m. invoegbedrijven;

2° een gemotiveerd advies uitbrengen over de toekenning, hernieuwing, opschorting of intrekking van de erkenning volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

**Art. 5.** De Commissie is samengesteld uit :

1° een voorzitter die de Minister van Tewerkstelling vertegenwoordigt;

2° vier leden en vier plaatsvervangers die de Regering vertegenwoordigen, onder wie een lid en een plaatsvervanger die de Minister van Tewerkstelling vertegenwoordigen;

3° twee leden en twee plaatsvervangers die de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen;

4° twee leden en twee plaatsvervangers die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen;

5° één lid en één plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van de v.z.w. "Union des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Vereniging van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), "Fédération des C.P.A.S. de Wallonie" (Federatie van de O.C.M.W.'s van Wallonië);

6° twee leden en twee plaatsvervangers die de erkende invoegbedrijven vertegenwoordigen;

7° één lid en één plaatsvervanger die de Dienst vertegenwoordigen;

8° één lid en één plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van het Agentschap Europees Sociaal Fonds, ingesteld krachtens de samenwerkingsovereenkomst betreffende de coördinatie en het beheer van de steun verleend door de Europese Commissie inzake menselijke hulpbronnen en betreffende de oprichting van het Europees Sociaal Fonds op 2 september 1998;

9° één lid en één plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), ingesteld krachtens het decreet van de Waalse Gewestraad van 25 mei 1993;

10° één lid en een plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van de gehandicapte personen), ingesteld krachtens het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 april 1995 betreffende de integratie van de gehandicapte personen;

11° een vertegenwoordiger en een plaatsvervanger van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, die het secretariaat van de Commissie waarnemen.

**Art. 6.** § 1. De Regering benoemt de voorzitter en de andere leden van de Commissie op de voordracht van hun opdrachtgevers.

De leden worden benoemd voor vier jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar en wordt voortgezet tot de hernieuwing ervan.

Het verstrikt :

1° in geval van ontslag;

2° als de opdrachtgever die een lid heeft voorgedragen, om zijn vervanging vraagt;

3° als een lid de hoedanigheid verliest die zijn mandaat rechtvaardigde;

4° als een lid in de loop van een verstreken kalenderjaar minstens de helft van de vergaderingen niet heeft kunnen bijwonen.

Het lid dat zijn mandaat neerlegt vóór de normale verstrijksdatum wordt vervangen door zijn plaatsvervanger, die het mandaat voleindigt. In dat geval wordt een nieuwe plaatsvervanger aangewezen.

§ 2. Alleen de leden bedoeld in artikel 5, 1° tot 6°, hebben raadgevende stem bij het verlenen van advies over de toekenning, de hernieuwing, de opschorting of de intrekking van de erkenning, behalve die bedoeld in artikel 5, 6°.

§ 3. De Commissie vergadert minstens zes keer per jaar na oproeping door haar voorzitter. Ze stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

#### *Afdeling 3. — Toekenning, hernieuwing, opschorting en intrekking van de erkenning*

**Art. 7.** § 1. De erkenning wordt verleend voor twee jaar. Ze kan hernieuwd worden voor twee jaar. Na afloop van die tweede periode van twee jaar, kan de erkenning verleend worden voor hernieuwbare periodes van vier jaar.

Als een invoegbedrijf niet meer voldoet aan één van de voorwaarden bedoeld in artikel 3, kan de erkenning opgeschort of ingetrokken worden.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning, de hernieuwing, de opschorting en de intrekking van de erkenning, alsook een beroepsprocedure.

§ 3. Het besluit tot toekenning en hernieuwing van de erkenning wordt genomen uiterlijk binnen vier maanden, te rekenen van de datum van indiening van het volledige dossier, waarbij de postdatum als bewijs geldt.

Die termijn wordt jaarlijks opgeschort tussen 1 juli en 31 augustus. Bij gebrek aan besluit binnen de voorgeschreven termijn, wordt het geacht gunstig te zijn.

De Regering spreekt zich uit binnen twee maanden, met ingang van de datum van indiening van het beroep bedoeld in paragraaf 2. Als de Regering niet binnen de voorgeschreven termijn beslist, wordt het besluit geacht gunstig te zijn.

#### HOOFDSTUK III. — *Subsidies*

**Art. 8.** Het erkende invoegbedrijf ontvangt een subsidie om o.a. de bezoldiging van het bedrijfshoofd gedeeltelijk te dekken, alsook, desnoods, zijn opleiding tot beheerder inzake sociale economie.

Het invoegbedrijf geniet die subsidie op degressieve wijze over de drie jaar die volgen op de datum van erkenning.

Ze bedraagt 20.000 euro het eerste jaar, 13.500 euro het tweede jaar en 7.000 euro het derde jaar.

**Art. 9.** § 1. Er wordt een subsidie toegekend aan het erkende invoegbedrijf voor de indienstneming van elke werknemer beschouwd als een moeilijk te plaatsen werkzoekende in de zin van artikel 2, 2°.

De subsidie bedraagt 5.000 euro per voltijds tewerkgestelde werknemer het eerste tewerkstellingsjaar, 3.750 euro het tweede tewerkstellingsjaar, 2.500 euro het derde tewerkstellingsjaar en 1.250 euro het vierde tewerkstellingsjaar.

Die bedragen worden toegekend naar rato van het arbeidstelsel toegepast in geval van deeltijdse tewerkstelling.

De tegemoetkomingen verleend aan invoegbedrijven voor de indienstneming van een werknemer, gecumuleerd met alle andere geldende vormen van steun of lastenverminderingen, mogen nooit hoger zijn dan het bedrag van de brutoloonkost van die werknemer en de desbetreffende lasten.

§ 2. Voor elke werknemer bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, die in dienst genomen wordt na de datum van toekenning van de erkenning geniet het bedrijf de subsidie op degressieve wijze gedurende de vier jaren na de datum van zijn indienstneming, voorzover de subsidie niet bij een vorige indienstneming van bedoelde werknemer integraal is verleend ten gunste van dat bedrijf of van een ander bedrijf erkend krachtens dit decreet.

Als de subsidie niet integraal is toegekend aan een invoegbedrijf bij de vorige indienstneming van bedoelde werknemer, wordt de duur van de toekenning van de subsidie aan het invoegbedrijf dat hem tewerkstelt verminderd met de tewerkstellingsduur van de werknemer bij zijn vorige indienstneming door een invoegbedrijf, behalve de gevallen bedoeld in artikel 9, § 4, 3°.

§ 3. Voor elke werknemer bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, die in dienst genomen wordt vóór de datum van toekenning van de erkenning geniet het bedrijf de subsidie bedoeld in paragraaf 1 op degressieve wijze over de periode die loopt tussen de datum van erkenning en het einde van de vier jaren volgend op de datum van zijn indienstneming.

§ 4. Als een werknemer bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, vóór het einde van die periode van vier jaar vervangen wordt door een andere werknemer bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, is de subsidie slechts verschuldigd voor de nog te lopen periode, behalve als de eerste werknemer vertrekt om de volgende redenen :

1° pensionering;

2° vrijwillig vertrek;

3° ontslag om een bepaalde reden aangenomen door de Regering na advies van de Commissie;

4° permanente arbeidsongeschiktheid waardoor hij definitief verhinderd wordt het overeengekomen werk te hervatten.



§ 5. Om de subsidie te kunnen genieten, moet het invoegbedrijf het personeelsbestand t.o.v. een referentiebestand handhaven.

De Regering bepaalt wat onder bestandshandhaving en referentiebestand moet worden verstaan.

**Art. 10.** § 1. Er wordt een subsidie van 33.000 euro per voltijds equivalent op jaarbasis toegekend aan het erkende invoegbedrijf dat één of meer sociale begeleiders in dienst neemt om te zorgen voor de sociale opvolging voornamelijk van de werknemers bedoeld in paragraaf 2 en bijkomend van die bedoeld in artikel 2, 2°; de sociale opvolging kan bestaan in de begeleiding van werknemers die ingeschakeld wensen te worden op de traditionele arbeidsmarkt.

§ 2. De toekenning van gesubsidieerde sociale begeleiders wordt bepaald naar gelang van het aantal werknemers :

1° die bij hun indienstneming door het invoegbedrijf sedert minstens twaalf maanden als werkzoekenden bij de Dienst ingeschreven staan, niet houder zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs, geen voltijds onderwijs hebben gevolgd in de loop van de laatste twaalf maanden, niet meer dan honderd vijftig uren gewerkt hebben als loontrekkende of niet meer dan een kwartaal als zelfstandige werknemer en voor wie het invoegbedrijf een subsidie geniet overeenkomstig artikel 9;

2° die bij hun indienstneming door het invoegbedrijf als werkzoekenden bij de Dienst ingeschreven staan, in aanmerking komen voor het inkomen voor maatschappelijke integratie overeenkomstig de wet betreffende het recht op maatschappelijke integratie van 26 mei 2002, niet houder zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of van een daarmee gelijkgesteld onderwijs en voor wie het invoegbedrijf een subsidie geniet overeenkomstig artikel 9.

§ 3. Het invoegbedrijf dat drie à vijf in paragraaf 2 bedoelde voltijds equivalente werknemers telt, geniet een subsidie om een halftijdse sociale begeleider in dienst te nemen.

Het invoegbedrijf dat zes à tien in paragraaf 2 bedoelde voltijds equivalente werknemers telt, geniet een subsidie om een voltijdse sociale begeleider in dienst te nemen.

Het invoegbedrijf dat elf à vijftien in paragraaf 2 bedoelde voltijds equivalente werknemers telt, geniet een subsidie om een voltijdse en een halftijdse sociale begeleider in dienst te nemen.

Het invoegbedrijf dat minstens zestien in paragraaf 2 bedoelde voltijds equivalente werknemers telt, geniet een subsidie om twee voltijdse sociale begeleiders in dienst te nemen.

§ 4. Om de subsidie te genieten, moet de sociale begeleider volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt, beschikken over een diploma of een nuttige ervaring op grond waarvan hij de in paragraaf 1 toegewezen opdracht vervullen kan.

**Art. 11.** De Regering bepaalt de modaliteiten voor de betaling van de subsidies bedoeld in de artikelen 8 à 10.

Die subsidies worden jaarlijks geïndexeerd door het bedrag ervan te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de twee laatste maanden van het jaar, gedeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de twee laatste maanden van het vorige jaar.

Zodra het invoegbedrijf de administratie kennis heeft gegeven van de indienstneming van een werknemer die onder artikel 2, 2°, valt, bezorgt de administratie hem een overzichtstabel van de subsidies waarop het recht zou kunnen hebben.

#### HOOFDSTUK IV. — *Controle*

**Art. 12.** Het erkende invoegbedrijf moet jaarlijks uiterlijk aan het einde van het jaar volgend op de gerapporteerde activiteit een rapport overmaken aan de afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, alsook aan de Commissie bedoeld in artikel 4.

Dat rapport bevat o.a. :

1° de activiteitenbalans;

2° de modaliteiten inzake begeleiding, inschakeling en beroepsopleiding van de moeilijk te plaatsen werkzoekenden bedoeld in artikel 2, 2°, en de daartoe aangewende middelen;

3° de bewijsstukken ter bevestiging van de inspanningen die het bedrijfshoofd gedaan heeft om zijn opleiding te vervolledigen;

4° de sociale balans en de jaarrekeningen, ongeacht het aantal tewerkgestelde werknemers;

5° de omschrijving van de taken vervuld door de sociale begeleider, m.i.v. het bewijs van de overeenstemming van die taken met de opdracht toegewezen krachtens artikel 10.

**Art. 13.** Artikel 1, eerste lid, van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid wordt aangevuld als volgt :

« 12° het decreet van 18 december 2003 waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden. »

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 14.** Het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van invoegbedrijven wordt opgeheven wat het grondgebied van het Franse taalgebied betreft.

**Art. 15.** De invoegbedrijven erkend overeenkomstig het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van invoegbedrijven, worden beschouwd als zijnde erkend onder de voorwaarden van dit decreet.

De hernieuwing van de erkenning bedoeld in artikel 7 of de subsidie bedoeld in artikel 8 wordt berekend op de datum van de erkenning verkregen overeenkomstig voornoemd decreet van 16 juli 1998.

**Art. 16.** De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 18 december 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA  
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS  
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN  
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET  
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART  
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE  
De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,  
Ph. COURARD

—  
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*  
*Stukken van de Raad 527 (2002-2003) Nrs. 1 tot 8.*  
*Volledig verslag, openbare vergadering van 18 december 2003.*  
Bespreking - Stemming.

—————  
**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2004 — 858

[2004/200651]

**18 DECEMBRE 2003.** — Décret modifiant le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la région wallonne, les termes "et 4" sont remplacés par les termes ", 4 et 5".

**Art. 3.** A l'article 5 du même décret, est inséré le paragraphe suivant :

« § 5. De l'accord du Gouvernement wallon, le Centre est habilité à assurer le financement d'équipements touristiques, tels que définis par l'arrêté royal du 14 février 1967 déterminant les conditions d'octroi des subventions allouées par l'Etat pour le développement de l'équipement touristique, qui ont pour maître d'ouvrage une commune, une province, une association de communes, une association sans but lucratif ou une fondation d'utilité publique. Ce mode de financement effectue en dérogation avec le mode de liquidation des subventions visé dans l'arrêté royal précité. » .

**Art. 4.** Un article 5<sup>ter</sup> rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Art. 5<sup>ter</sup>. Aux fins de l'exécution des missions confiées au Centre par l'article 5, § 5, du présent décret, le Centre est autorisé à conclure une convention de financement avec tout organisme financier. A la date de publication du décret du 18 décembre 2003 modifiant le décret du 23 mars 1995, portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, le Centre est autorisé à succéder à la Région wallonne dans le cadre d'une procédure d'attribution du marché qu'elle aurait initiée. » .

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 décembre 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA  
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS  
Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN  
Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET